Flash marchés hebdomadaire

Semaine du 9 au 16 mai 2025

Une semaine sur les marchés[1]

Un premier déplacement officiel fructueux au Moyen-Orient pour Donald Trump

- La trêve de 90 jours sur les tarifs douaniers réciproques actée à Genève entre les États-Unis et la Chine le week-end du 9 mai a donné un élan aux marchés, notamment aux bourses américaines et à la technologie avec le Nasdaq qui a enregistré une hausse de plus de 7 % depuis. Le S&P500 repasse ainsi en performance positive depuis le début de l'année. Après la désescalade, les droits de douane américains sur les produits chinois sont de 10 %, auxquels s'ajoutent les tarifs liés au fentanyl (20 %) et tous les droits préexistants de l'administration Trump 1 et de l'administration Biden (19,3 %), contre 140% avant la trêve. Les droits de douane réciproques de la Chine sur les États-Unis s'élèveront également à 10 %, auxquels s'ajouteront les droits de douane préexistants (21,2 %), ce qui donnera un taux moyen total de 31 %.
- Le voyage de Donald Trump au Moyen-Orient a également permis de rassurer les marchés, avec des engagements pris en faveur d'investissements directs supplémentaires aux États-Unis (y compris dans l'intelligence artificielle). Le Moyen-Orient est l'une des zones avec le moins d'investissements directs aux États-Unis, soit 50 milliards de dollars sur un total d'environ 5400 milliards de dollars. Dans l'autre sens, sur un total de plus de 6 600 milliards de dollars, les États-Unis investissent directement dans la zone 80 milliards de dollars.
- Les taux d'intérêt américains ont peu évolué sur la semaine. L'inflation d'avril était bien orientée, mais ce chiffre devrait peu impacter la politique de la Réserve fédérale américaine (Fed), car la hausse des prix due aux droits de douane pourrait se faire sentir dans les prochains mois. Les déclarations de Walmart* qui prévoit d'augmenter ses prix corroborent cette hypothèse. Par ailleurs, les anticipations d'inflation des ménages à 12 mois, à 7,3 %, ont atteint un nouveau plus haut depuis 1981.

Les nouvelles macroéconomiques de la semaine

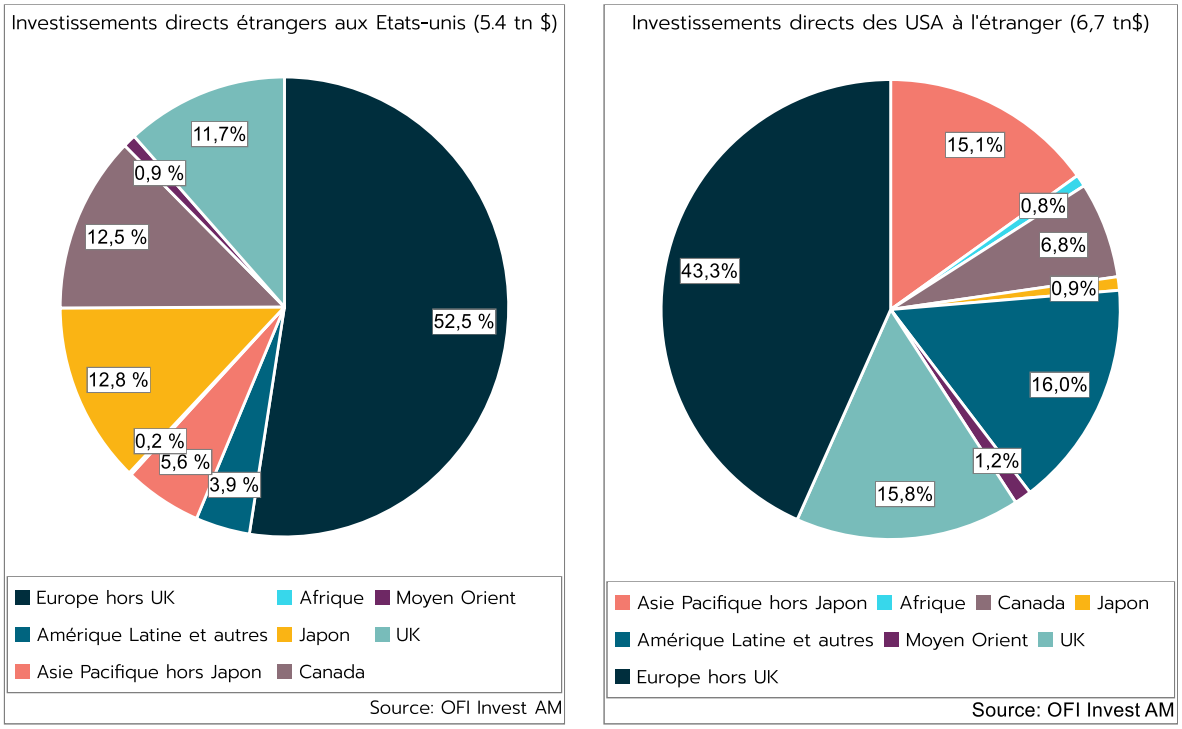
- Encore un mois avec un bon chiffre d'inflation : l'inflation totale américaine a baissé à 2,3 % sur un an en avril, tandis que l'inflation sous-jacente est restée stable à 2,8 %. Ces chiffres indiquent que l'inflation des services est en train de se modérer et que, sans protectionnisme, nous étions bien dans la dernière ligne droite pour atteindre la cible d'inflation. Toutefois avec la hausse des droits de douane, les prix de certains biens, comme les jouets, les vêtements, les meubles et les appareils ménagers, devraient être les premiers impactés par les tarifs douaniers sur la Chine, ou encore les prix des voitures et plus généralement l'ensemble des prix des biens industriels. Des articles récents (TrackingTariffs_Cavallo_Llamas_Vazquez.pdf et The Fed - Detecting Tariff Effects on Consumer Prices in Real Time) montrent que les prix au détail de certains produits ont déjà augmenté en raison des hausses tarifaires de 2025, mais il est encore trop tôt pour observer ces augmentations au niveau agrégé. D'autant plus que les biens à forte teneur en importations chinoises enregistraient une déflation au cours de la période récente. Il faudra probablement encore attendre entre 1 et 3 mois pour voir les effets des tarifs se matérialiser, et l'incertitude concernant les négociations en cours pourrait également retarder l'impact. Cette donnée ne devrait pas modifier la position attentiste de la Fed, d'autant plus que les anticipations d'inflation des ménages ne semblent pas se calmer, bien au contraire, elles augmentent encore.

[1] Les performances passées ne préjugent pas des performances futures

* Les sociétés citées ne le sont qu'à titre d'information. Il ne s'agit ni d'une offre de vente, ni d'une sollicitation d'achat de titres.

- Il est également trop tôt pour mesurer les conséquences dans l'économie réelle. Les ventes de détail du groupe de contrôle (mesure qui exclut les ventes des secteurs plus volatils et qui est la plus corrélée aux dépenses de consommation dans le PIB) se sont dégradées en avril, ce qui est normal après un mois de mars marqué par des achats importants visant à anticiper les hausses des prix dues aux tarifs douaniers. Le ralentissement de la demande devrait, selon nous, se matérialiser au cours des prochains mois, en ligne avec la hausse des prix des biens.
- Les États-Unis ont définitivement perdu leur notation AAA, car Moody's a dégradé la note de la dette fédérale américaine de Aaa à Aa1 (avec perspectives stables), s'alignant avec la notation de Standard &Poor's et Fitch. Depuis plus d'une décennie, la dette fédérale américaine a fortement augmenté en raison de déficits budgétaires continus. Moody's estime que si le Tax Cuts and Jobs Act de 2017[2] est prolongé, c'est-à-dire que les mesures fiscales actuelles sont renouvelées comme discuté actuellement au Congrès, les déficits fédéraux se creuseront, atteignant près de 9 % du PIB en 2035, contre 6,4 % en 2024, et que la charge de la dette fédérale atteindra environ 134 % du PIB en 2035, contre 98 % en 2024.

Le graphique de la semaine



Données à fin 2023

[2] Le Tax Cuts and Jobs Act (TCJA) est une réforme fiscale majeure adoptée aux États-Unis en décembre 2017, sous la présidence de Donald Trump.

Flash marchés hebdomadaire

Semaine du 9 au 16 mai 2025

	16/05/2025	09/05/2025	Variation hebdo.	Variation / fin 2024
Actions			%	%
CAC 40	7887	7744	1,8%	6,9%
S&P 500	5958	5660	5,3%	1,3%
Taux	%	%	Points de base	Points de base
10 ans US	4,48	4,38	10	-9
10 ans Allemagne	2,59	2,56	3	22
10 ans France	3,26	3,27	-1	7
10 ans Italie	3,60	3,61	-1	7
Ecart de rendement	Points de base	Points de base		
10 ans Italie-Allemagne	101	105	-4	-15
Volatilité actions US			Ecart hebdo.	Ecart / fin 2024
VIX	15	19	-4	-2

Source Bloomberg - Indices actions hors dividendes en devise locale

Information importante

Cette communication publicitaire est établie par Ofi Invest Asset Management, société de gestion de portefeuille (APE 6630Z) de droit français agréée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) sous l'agrément n° GP 92012 – n° TVA intracommunautaire FR 51384940342, Société Anonyme à Conseil d'Administration au capital de 71 957 490 euros, dont le siège social est situé au 22, rue Vernier 75017 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 384 940 342.

Cette communication publicitaire contient des éléments d'information et des données chiffrées qu'Ofi Invest Asset Management considère comme fondés ou exacts au jour de leur établissement. Pour ceux de ces éléments qui proviennent de sources d'information publiques, leur exactitude ne saurait être garantie.

Les analyses présentées reposent sur des hypothèses et des anticipations d'Ofi Invest Asset Management, faites au moment de la rédaction du document qui peuvent être totalement ou partiellement non réalisées sur les marchés. Elles ne constituent pas un engagement de rentabilité et sont susceptibles d'être modifiées.

Cette communication publicitaire ne constitue pas une recommandation, un conseil ou une offre d'acheter des produits ou services présentés ou gérés par Ofi Invest Asset Management. Ofi Invest Asset Management décline toute responsabilité quant à d'éventuels dommages ou pertes résultant de l'utilisation en tout ou partie des éléments y figurant. Avant d'investir dans un OPC, il est fortement conseillé à tout investisseur, de procéder, sans se fonder exclusivement sur les informations fournies dans cette communication publicitaire, à l'analyse de sa situation personnelle ainsi qu'à l'analyse des avantages et des risques afin de déterminer le montant qu'il est raisonnable d'investir FA25/0518/M